Générations futures et énergie grise

Par Abdelhak Bererhi, secrétaire général du CCDR

La question des fonds souverains pour la préservation des générations futures est devenue un sujet d'actualité. Face à son seul ministre des Finances, le chef de l'Etat l'a balayée d'un geste, considérant que le pays a un grand besoin de capitaux pour son développement et anticipant sur l'après-2009.

Une décision aussi importante pour l'avenir du pays et des générations futures est prise sans aucun débat, pas même en Conseils des ministres (il est vrai de moins en moins fréquents), ou au niveau du Parlement réduit, depuis bien longtemps, à une simple chambre d'enregistrement. Pour quel développement ? A-t-on seulement une stratégie de développement ?

Certes, pour des projets indispensables d'infrastructures, mais rien pour remettre à flots une industrie moribonde, une agriculture budgétivore avec les résultats que l'on sait ; pour des projets de prestige comme la grande mosquée ? Pour poursuivre la fuite en avant avec des milliards distribués en tournée pré-électorale ? Pour le panier et la chorba du pauvre, clamés haut et fort, comme un haut fait d'armes, d'une dérisoire et humiliante «solidarité», traduisant, en fait, une aggravation de la misère, donc de l'échec de la gouvernance ? Par contre, rien pour cette jeunesse dont on a réduit l'ambition au gardiennage de nuit ! Rien pour ces chômeurs toutes catégories confondues, diplômés compris, réduits à la drogue, au suicide, à la violence et à la harga.

Le gouvernement par contre, jouant la «prudence», a placé une partie des réserves accumulées par les recettes générées par les hydrocarbures, en bons du Trésor, essentiellement américains, à un taux de près de 2 %. Avec les fluctuations du dollar, la perte est facile à calculer.

Les fonds souverains nouveaux maîtres de cérémonie de la finance internationale ?

Actuellement dans le monde, les fonds souverains sont devenus des acteurs importants. Un expert connu les a qualifiés de «nouveaux maîtres de cérémonie de la finance» ! Des études qui leur ont été consacrées et rapportées par la presse spécialisée, on peut relever des indicateurs très significatifs quant à leur rôle et à leur poids futur dans l'économie mondiale.

Le Koweït à créé le sien en 1953. C'est ainsi que le FMI estime que les fonds ont accumulé en quelques années un pactole considérable de l'ordre de 2000 à 3000 milliards de dollars. Ce pactole pourrait atteindre près de 10 000 milliards de dollars (près de 20 fois le budget de la France.) Vers 2015, une dizaine de pays (pays du Golfe, Chine, Norvège, Singapour, Libye...) aurait l'équivalent de la production des Etats-Unis.

Quelques chiffres des fonds souverains donnent le vertige : Abou Dhabi 875 milliards de dollars, Arabie saoudite 300, Koweït 250, Russie 127, Chine CIC 200, Norvège 322, Singapour GIC 330, Singapour Temasek 120, Hong Kong 140, Australie 43...

Des exemples multiples illustrent l'usage de ces fonds. Ils sont investis dans divers secteurs dont l'immobilier, les banques, l'agriculture, l'industrie, la technologie... Si les pays du Golfe ont surtout investis dans l'immobilier, d'autres l'ont fait dans des secteurs stratégiques. A titre illustratif, on peut citer quelques exemples probants, dans les deux cas.

En France, Abou Dhabi a investi 20 milliards d'euros dont 1,4 dans l'immobilier. Le Centre des conférences internationales, avenue Kléber, a été acquis par le Qatari Diar pour 450 millions d'euros, fonds qui a également pris les commandes de Cegelec, entreprise renommée.

Aux USA, des édifices prestigieux ont été acquis par les pays du Golfe (le Chrysler Building par Abou Dhabi pour 800 millions de dollars ; le General Motors Building par le Koweït et Qatar pour 2 milliards de dollars). Le rôle des fonds des pays du Golfe est connu dan la crise des subprimes, volant au secours des banques américaines à la dérive. En Angleterre, des acquisitions spectaculaires, dont les casernes historiques de la Couronne, pour 959 millions de livres. La Chine va plus loin. En plus des investissements industriels, elle active pour acquérir de grands espaces agricoles au Cameroun pour prévenir une pénurie alimentaire chez elle. De telles opérations commencent à soulever des inquiétudes dans les pays occidentaux. Après «la guerre annoncée des capitalismes», certains vont jusqu'à parler de «guerres financières des civilisations» en évoquant les fonds des pays islamiques.

L'Allemagne élabore une loi pour interdire tout investissement non européen égal ou supérieur à 25% du capital de toute entreprise allemande. Même aux Etats-Unis, la méfiance s'installe avec le refus pour certaines acquisitions stratégiques, notamment les ports, par les fonds des pays du Golfe et de la Chine.

Dans tout cela, l'Algérie doit-elle rester hors jeu ; spectatrice, subissant, sans réagir, les contrecoups d'une mondialisation impitoyable. Doit-elle rester toujours l'élève sage et docile des institutions financières internationales ? Pourtant, il existe une solution à notre portée : considérer une partie de notre sous-sol comme un fonds souverain primaire (même l'Arabie Saoudite vient de décider de ne pas toucher aux prochaines découvertes de pétrole réservées pour les générations futures).

Autrement dit, n'extraire que ce dont a besoin le pays pour les investissements, des investissements productifs, de plus en plus diversifiés, pour sortir de la dépendance énergétique, alimentaire et technologique.

D'autant plus que les prix sont appelés à grimper à l'avenir selon les experts. Qu'on s'en souvienne ! Le baril coûtait à peine une poignée de dollars ! Au cours de l'année 2008, il a franchi la barre des 145 dollars et peut-être beaucoup plus demain ? Sans parler que nous sommes proches du pic de production, avec un épuisement inéluctable des ressources pétrolières.

L'après-pétrole: le débat est ouvert !

Mais, en même temps, on doit s'interroger : quelle démarche pour l'après-pétrole ? Comment diversifier notre économie pour sortir de cette dépendance ? Ça et là, on parle de révolutions de l'après-pétrole. Il y a de quoi être inquiet quand on entend le P-dg de Total, Thierry Desmarets, déclarer «il n'y aura plus une goutte d'essence d'ici 20 ans», ou encore, le P-dg de BP, John Brown, affirmer «qu'à long terme, notre ambition est d'offrir un bouquet d'énergies plurielles et de services à nos clients».

La fin inéluctable de l'or noir poussera les grands du pétrole à optimiser le forage et à prospecter du côté du gaz, du solaire et de l'hydrogène, prédisent les experts. Avec 60 ans de consommation disponible, avec un bon rendement énergétique, le GNL serait, selon un expert de l'IFP, «la ressource de l'avenir». L'organisme international Cedigaz prévoit un triplement de la demande en 2010 et un doublement en 2020.

La bataille de la construction de terminaux de la regazéification fait rage partout (golfe du Mexique, Russie, Chine) ; le Qatar pourrait devenir l'un des pays les plus riches du monde. Plusieurs filières sont à explorer avec leurs avantages et leurs inconvénients. Biocarburants avec l'expérience du Brésil, Mecque de la voiture propre avec l'éthanol produit à partir de la canne à sucre ; biodiesel à partir de graines oléagineuses, biogaz, solaire, éolienne..., nucléaire avec ses contraintes, son prix (30 dollars la livre d'uranium) et la pénurie qui se profile vers 2050.

Des innovations foisonnent à travers le monde : la plus grande centrale solaire du monde alimente 5 000 foyers à Leipzig, la plus grande ferme éolienne en Irlande produit 520 mégawatts ; le premier train au biogaz fonctionne avec une énergie obtenue à partir de déchets organiques en Suède à Linkoping depuis 2005 ; en Afrique du Sud, 90 000 habitants d'une province sont éclairés grâce à l'énergie photo voltaïque ; l'Australie envisage la construction d'une tour solaire de 1 000 mètres de haut, fournissant autant d'énergie qu'un petit réacteur atomique... Pourquoi ne pas réfléchir à la possibilité pour l'avenir d'une carte énergétique pour les différents usages industriels, agricoles, ménagers, compatibles avec nos ressources et nos moyens matériels et humains ?

A l'ordre du jour également, comment mieux gérer sa consommation. Le Japon est de tous les grands pays celui qui consomme le moins d'énergie pour faire tourner son économie ; pays pourtant sans ressources propres ! Les USA et la Chine viennent loin derrière.

Comme pour les fonds souverains, le débat est ouvert.

Tout cela pour dire que le pouvoir actuel pèche par son manque de vision prospective et refuse d'engager tout débat démocratique sur des problèmes vitaux, préférant la fuite en avant avec une boulimie insatiable à la recherche de marchés gaziers au risque, à terme, de ne plus satisfaire les besoins domestiques algériens, la production d'électricité, le fonctionnement des unités de dessalement nous risquons de mourir de soif !

De fait, l'Algérie a perdu sa souveraineté à travers une politique néolibérale, reposant sur l'ouverture du marché avec un démantèlement tarifaire bien au-delà de nos voisins maghrébins et cela sans accord finalisé avec l'OMC, une privatisation débridée et un appel pressant aux capitaux étrangers. La loi sur les hydrocarbures, les résultats des IDE, l'épisode de Lafarge, la réduction de la production manufacturière à sa plus simple expression (on importe de tout) sont les indicateurs de cette déchéance.

La nécessaire mobilisation de l'énergie grise

La situation est des plus graves : que faire ? Quoi faire ?

Les citoyens qu'on sollicite chaque fois pour réagir croulent sous le poids de la misère. Les appels réitérés au rassemblement des forces patriotiques sont restés vains et pour cause ! Le souci quotidien du couffin, de l'école, de la santé, de l'emploi et du logement, de la satisfaction des besoins élémentaires pour la survie pèse lourdement dans leur démobilisation.

Le désespoir de notre jeunesse symbolise à lui seul la descente aux enfers. La rue est devenue l'exutoire des mal-logés, des salariés, des laissés-pour-compte.

Les syndicats, unique refuge des exclus d'une vie décente de citoyens paupérisés dans un pays riche.

La situation est des plus préoccupantes ; l'heure est à la mobilisation d'une source d'énergie essentielle : l'énergie grise. Celle des cadres, des intellectuels (en dehors des organiques et déférents), des universitaires et chercheurs qui en sont la substantifique moelle. Ils sont interpellés où qu'ils se trouvent, comme le sont également les retraités, les exclus qui n'ont pas courbé l'échine, les expatriés. Tous sont concernés !

Pour l'intellectuel, une conférence isolée aussi brillante fût-elle ne suffit pas ; pour le politique, un communiqué ou une déclaration aussi percutants fussent-ils ne suffisent plus. Le moment est propice pour une telle mobilisation. Des groupes de réflexion pourraient s'organiser et des espaces de débat se multiplier.

Quelques collectifs activent déjà. De son côté, le CCDR œuvre depuis des mois à engager une réflexion et des débats pour «Un projet pour l'Algérie». Il faudrait peut-être réfléchir sur la possibilité de faire converger toutes ces réflexions pour, pourquoi pas, élaborer une plate-forme porteuse d'un projet de société républicain, moderne et ouvert sur l'universalité.

L'alternative

L'objet princeps de cette réflexion serait de proposer une alternative à la dérive néolibérale qui a fait de l'Algérie un pays de plus en plus dépendant, rentier et corrompu.

Réfléchissons ensemble sur la stratégie à déployer pour regagner le marché local et pour le retours à une politique de développement réellement productif, national, un développement diversifié pour sortir de la dépendance énergétique, un développement pour restaurer la pleine souveraineté de notre pays.

Nous sommes en face d'une lourde responsabilité, une responsabilité historique. Se taire, c'est se soumettre. C'est laisser le champ libre à un pouvoir aux abois qui, pour perdurer à n'importe quel prix, s'appuiera sur des intellectuels organiques, pour poursuivre sa fuite en avant. En nous taisant, en restant isolés, nous laisserons notre Algérie s'enfoncer de plus en plus à reculons dans l'Histoire.

Les défis préalables à relever

Deux défis sont des préalables incontournables à toute politique de développement : le défi politique et celui des ressources humaines.

En effet, sans la refondation politique de tout le système dont l'impuissance et l'échec ont été publiquement reconnus par le chef de l'Etat lui-même. Sans développement politique, il ne peut y avoir de développement économique, social et culturel. Il n'y aura ni respect des droits et libertés, ni de réforme de l'école qui alimente l'islamisme, ni de réforme de l'université avec une dépendance scientifique, technique et technologique accrue, ni de réforme de la santé ; il n'y aura pas d'indépendance de la justice, ni de justice sociale…
Sans démocratie, le pouvoir sera réduit au bon vouloir du prince et de sa cour restreinte, avec un droit de vie et de mort sur tout un peuple. Nous ne pouvons pas, nous ne devons plus accepter que des décisions qui mettent en jeu l'avenir du pays et de sa jeunesse soient prises en vase clos, sans débat démocratique.

Beaucoup de cadres parlent de «démocratie du développement», pendant de la démocratie au sens politique.

Sans développement politique, il ne pourrait y avoir de gouvernance fondée sur la compétence, la connaissance et l'intégrité et non sur l'incompétence, le clientélisme, le régionalisme, le népotisme et la corruption. Tout resterait vain !

Quant au développement des ressources humaines, il constitue un élément primordial et crucial, car il est à la fois le support et le moteur de tout développement.

En même temps, tout en œuvrant à la refondation du système de formation dans sa totalité, il faudra réunir les conditions nécessaires pour garder nos cadres en préservant leur dignité, notamment par une politique des salaires en rapport avec leur savoir-faire, favoriser leur rentabilité et leur épanouissement, par des conditions de travail adéquates.

Il s'agira également d'utiliser au mieux les compétences de ceux qui sont à l'étranger selon des formules appropriées et spécifiques à chaque domaine.

Nous sommes devant un vrai problème de défense nationale. Il faut en débattre démocratiquement ! Il y va de la survie de l'Algérie !

Alger le 12 septembre 2008